



---

**Frédéric Angleviel, *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes***

Éditions Publibook Université, collection Recherches, Paris, 2003

**Isabelle Leblic**

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/jso/680>

DOI : 10.4000/jso.680

ISSN : 1760-7256

**Éditeur**

Société des océanistes

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 2004

Pagination : 97-101

ISSN : 0300-953x

**Référence électronique**

Isabelle Leblic, « Frédéric Angleviel, *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes* », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 118 | Année 2004-1, mis en ligne le 23 avril 2008, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jso/680> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jso.680>

---

# COMPTES RENDUS

Edward CLISBY, 2001. *Marist Brothers and Maori: 1838-1988*, Marist Publications, Auckland, 284 p., illustrations, maps, appendix, bibliography<sup>1</sup>.

« Good wine needs no bush », so it is said. « Yeah, right », comes an ironic counter from the popular beer advertisement, for is that not being presumptuous? In any case should not credit be given wherever it is due, and merit always be affirmed publicly? Hence a reviewer, even a tardy one, has a duty to broadcast the quality and availability of Clisby's book on the Maori dimension of his congregation's work in New Zealand.

The enormous contribution of the Marist Brothers of the Schools (FMS) to Catholic education, and thereby to the growth of the Church and of its place in New Zealand society, is deservedly well known. The name Marist reverberates through the realms of pedagogy and of sport. Less well known is the story of the Brother's work among Maori people, yet it was this apostolate that first brought them from France to New Zealand. Now, with a solidly researched narrative, Edward Clisby FMS has filled that gap in a scholarly but readable way. His is a fine achievement, one that through its very objectivity honours its subject and does credit to those whose names bedew its pages.

In their first phase of operation, thirteen Marist Brothers came to New Zealand between 1838 and 1842. The last of them, Br Basile, died at Meeanee in 1898. Members of a congregation organised by St Marcellin Champagnat for the purpose of teaching, they were intended to be catechists, helping the priests of the Society of Mary (a distinct but related congregation) to instruct the Maori. Instead, they tended to be employed more in serving the temporal needs of the mission, thus having their role confused with that of the lay-brothers of the Society of Mary.

This aroused a measure of disquiet among them; but it did not impede their readiness to participate as variously as they could in the cause for which they had left home. As the field of mission operations spread southwards from Hokianga and the Bay of Islands the Brothers moved too. They experienced, and described in their letters (a freshly broached historical source), life in the front line of European settlement. Br Emery survived the Maori attack on Kororareka in 1845, but Br Euloge was killed by Hauhau near Wanganui in 1864.

The second phase of the Brothers' Maori involvement stems from the new – and English-speaking –

wave of them who came to operate schools of their own. Beginning in Wellington in 1876 and in Auckland in 1885, these were not missionary establishments but were designed to educate boys (mainly Irish) within the urban Catholic mainstream. A number of Maori boys, though, did attend them, including some who later distinguished themselves. One such was Sir James Henare, a Sacred Heart College old boy who commanded the Maori Battalion.

Meanwhile, in 1886 the Maori mission work in the Auckland diocese had been entrusted to the Mill Hill Fathers. To that end in 1928 they established a catechist and rural training school at Northcote. For the Brothers, phase three of *their* Maori work began in 1946, when they took command of the place and operated it as a normal secondary school. Re-branded St Peter's Maori College (since 1972 Hato Petera) it remained under them until 1984, when a lay principal was appointed. In a subsequent development, a number of Brothers, following their predecessors who had worked with Bishop Pompallier, returned as missionaries to rural North Auckland. In so doing they also supplied a fitting conclusion for a sesquicentennial record of an undertaking that has for too long lain in historical obscurity.

Besides, this is a story that casts an explanatory beam well beyond its immediate focus. It is also to be comprehended within the larger contexts of Maori-European contact and of the national education system. The publishers are to be commended for adding a fresh thread to the increasingly rich and intricate pattern that adorns the literary cloak of New Zealand history.

Hugh LARACY  
Department of History  
University of Auckland

Frédéric ANGLEVIEL, 2003. *Historiographie de la Nouvelle-Calédonie ou l'émergence tardive de deux écoles historiques antipodéennes*, Éditions Publibook Université, collection Recherches, Paris, 362 p.

Cet ouvrage, qui se présente comme un bilan historiographique de la Nouvelle-Calédonie, est la publication d'une bonne partie de l'habilitation à diriger des

1. \$100. Available from the publishers: 18 Budock Road, Hillborough, Auckland 1004.

recherches<sup>2</sup> de Frédéric Angleviel soutenue à Lille III en 2002, sous la direction du professeur Jean Martin (histoire coloniale) avec, comme membres du jury, MM. Christian Huetz de Lempis, professeur de géographie à Paris IV (géographie du Pacifique), Jean Ganiage, professeur d'histoire émérite à Paris IV (histoire du Maghreb), Yves-Marie Hilaire, professeur d'histoire émérite à Lille III (histoire religieuse) et Jules Maurin, professeur d'histoire à Montpellier III (histoire militaire). Notons dans ce jury l'absence de spécialiste de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie.

Ce livre imposant, de 362 pages, est construit en deux parties inégales (I. Une réflexion épistémologique récente, pp. 19-229 et II. Esquisse d'un bilan historiographique, pp. 233-345), encadrées, d'une part, par une rapide introduction (pp. 5-8) et un prologue (pp. 9-15) comprenant trois points (voir note 2) et une très courte conclusion (pp. 347-357). Aucune bibliographie générale à la fin de cet ouvrage, ce qu'on ne peut que regretter malgré la précision de l'auteur indiquant que :

« Cet ouvrage comportant les références nécessaires au fil des notes de bas de pages, il ne contient pas de bibliographie formelle en fin de volume. » (p. 359)

Il renvoie alors à d'autres de ses publications qui ne comportent que des bibliographies partielles et que tout à chacun ne possède pas forcément ; il aurait été préférable, au lieu de mettre toutes ces notes de bas de page (deux cent une en tout), qui ne sont d'ailleurs pas toujours très précises quant aux références des ouvrages dont il parle au fil des pages et qui sont souvent redondantes, de faire une bibliographie en fin d'ouvrage, non exhaustive quant au sujet, mais représentant au moins tous les ouvrages cités. Car, lorsque l'on retrouve en cours d'ouvrage une référence à un auteur et une date entre parenthèses, il est impossible de retrouver dans les notes de bas de page précédentes la référence en question, quand celle-ci ne se trouve pas finalement dans les notes à venir ! Si l'on comprend bien qu'il est en effet difficile de pouvoir présenter les deux mille deux cent cinquante références de son corpus, il aurait pu se contenter de toutes celles dont il parle explicitement, ce qui représente environ quatre cent vingt références d'après ce que j'ai pu recenser dans le texte et les très nombreuses notes de bas de page. Pour le moins, un index aurait été des plus utiles pour s'y retrouver dans cette profusion d'auteurs cités souvent de façon incomplète. Soit dit en passant, quatre cent vingt sur deux mille deux cent cinquante, cela semble très peu (moins d'un cinquième des références) et on se demande ce que sont toutes ces autres références laissées-pour-compte. Cela n'ôte-t-il pas de la cré-

tabilité à cet ouvrage qui se veut un livre de référence sur la Nouvelle-Calédonie ? Sa volonté pédagogique (auprès notamment des étudiants en histoire de l'université de Nouvelle-Calédonie) ne s'en trouve-t-elle pas également diminuée ?

Un des points de départ de cette recherche est le constat qu'en Nouvelle-Calédonie, « l'histoire [...] fut longtemps un tabou » et sa « problématique portera donc au plan général sur l'importance de l'évolution du regard historique porté sur la "Calédo-Kanaky" et au plan particulier sur la mise en place ou pas d'une ou de plusieurs écoles historiques. » (p. 5). L'auteur a donc rassemblé un corpus de deux mille deux cent cinquante références sur lequel il a fait une étude quantitative et a choisi de les présenter de façon « technique » en étudiant « tout d'abord les racines de l'historiographie locale » puis « l'analyse quantitative des recherches historiques portant sur la Nouvelle-Calédonie depuis 1940 » ; ce qui lui permet de dégager « 1 150 références réalisées par des Calédoniens afin de rechercher les traits identitaires décelables selon la méthode quantitative » (p. 6). Nous reviendrons plus tard<sup>3</sup> sur la définition de ce corpus qui n'est pas sans poser plusieurs problèmes méthodologiques car, en effet, outre le fait que je ne partage pas ici sa notion de « Calédoniens<sup>4</sup> » car elle ne me semble pas forcément pertinente, il n'est pas sûr non plus que l'auteur ait vraiment respecté le projet annoncé :

« L'historiographie doit donc étudier non seulement l'œuvre des différents chercheurs qui ont participé à une meilleure connaissance de l'histoire calédonienne, mais aussi définir leurs appartenances sociétales et leurs approches scientifiques propres. » (p. 6)

Et là se pose le problème du choix de présenter certains chercheurs et pas d'autres ! Les intentions posées sont pourtant louables quand il énonce « ce devoir d'introspection [qui] semble être une des clés de la mise en place d'une véritable école historique locale » (p. 7).

Cette étude, comme il le précise dans son prologue, se situe dans le cadre de ce qu'on dénommait hier histoire coloniale et aujourd'hui histoire d'outre-mer. Il ajoute qu'il est « Résolument convaincu de la justesse du terme d'histoire d'outre-mer, puisqu'il permet d'envisager des regards croisés sur l'irruption de la "modernité-colonisation-dépossession" [...] », même si, comme il le montrera dans la première partie de cet ouvrage, « plusieurs approches historiques plus ou moins antinomiques perdurent » (p. 9).

Enfin, j'évoquerai une dernière question restée sans réponse au fil des 362 pages de cet ouvrage. L'auteur regrette à plusieurs reprises le défaut d'historiens calédoniens. On se demande pourquoi alors, lui qui se

2. Recherches historiques en Nouvelle-Calédonie, 1940-2000. Esquisse d'un bilan critique, mémoire de synthèse en vue de l'habilitation à diriger des recherches présenté par Frédéric Angleviel, 2002, université de Lille III, deux tomes, 474 p. et 249 p. L'ouvrage publié ne reprend pas la première partie du tome I de ce mémoire (« Une histoire en devenir », pp. 10-190) bien que les trois premiers points aient été repris en prologue (« Une nécessaire (re)définition de l'histoire », « L'indispensable prise en compte de l'oralité », « L'histoire orale ne se confond pas avec l'histoire », ni le tome II (« Corpus bibliographiques »).

3. Voir aussi à ce propos le compte rendu de Joël Dauphiné ci-dessous.

4. « Pour cette étude particulière, nous ne conserverons que les ouvrages (203) et contributions (947) rédigés par les Calédoniens, c'est-à-dire pour nous toutes les personnes qui, implantées de plus de quatre années sur le Caillou, participent réellement du débat identitaire » (p. 325). Nous verrons ci-dessous que même cette exigence est respectée de façon plus ou moins aléatoire par l'auteur, car on retrouve des noms pour le moins étonnants alors que d'autres sont absents !

revendique calédonien, a-t-il préféré s'investir dans des travaux universitaires sur Wallis-et-Futuna<sup>5</sup> (thèse soutenue en 1989) et non pas sur la Nouvelle-Calédonie qui manquait tant d'historien professionnel ? Pourquoi ne s'en explique-t-il pas non plus ? Surtout quand il déplore le non-investissement des historiens locaux qui n'ont pas poursuivi après leur diplôme universitaire (maîtrise, DEA ou thèse d'histoire, pour le coup sur la Nouvelle-Calédonie) ! De même, il reproche à d'autres, comme à Louis-José Barbançon ses « propos tardifs », lorsqu'il évoque le fait que « les Calédoniens refusèrent longtemps le travail de mémoire indispensable à une dédramatisation vraie des relations entre les communautés » (p. 173). Mais pourquoi ne pas dire que, pendant longtemps, ce travail n'était guère possible au « pays du non-dit » (cf. Barbançon) car on ne pouvait en étant caldoche afficher des positions honnêtes non anti-kanak sans être en but aux critiques souvent violentes de la communauté caldoche. Ce n'est qu'après les événements et surtout les accords de Matignon que certains ont pu prendre la parole, tel que Louis-José Barbançon trop facilement critiqué ici ! Ce qu'il finit par dire aussi une dizaine de pages plus loin :

« La période des événements politiques, qui couvre la période 1984-1985 (du boycott actif des élections au décès d'Éloi Machoro) pour certains ou la période 1982-19890 (début du gouvernement local FNCS-FI au décès de J.M. Tjibaou) pour les autres, a enclenché un travail de mémoire longtemps occulté. » (p. 181)

Je ne m'approfondirai pas ici sur son analyse des sources historiques anciennes, d'autres sont plus aptes que moi à le faire (voir le compte rendu de Joël Dauphiné ci-dessous). Je me contenterai de revenir dans ces lignes sur les inexactitudes les plus flagrantes quant à la période plus contemporaine. Cependant, on peut s'étonner de certains manques si ce n'est des oublis voulus : il prend en compte, par exemple, des ouvrages journalistiques sur les événements tel que celui d'Helen Frazer (note 103, p. 139), mais pas ceux des journalistes français engagés dans le soutien à l'indépendance (Anne Tristan, Claude Gabriel et Vincent Kermel, etc.)<sup>6</sup>. Pourquoi ? Les références sont pourtant nombreuses et d'égale importance !

L'ouvrage manque souvent de transitions... par exemple, dans le chapitre I.2.3. Une histoire encore tronquée, § L'existence de « fantômes » prévisibles (pp. 194-211), on passe p. 209 après plusieurs pages sur les ouvrages traitant des révoltes kanak de 1878 et de 1917 ainsi que la multitude de petites révoltes qui précèdent celle de 1878, au racisme, avec pour seule introduction « Et qu'en est-il du racisme ? ».

Au fil des pages, de nombreuses références incomplètes, ce qui fait qu'on ne sait plus trop de quoi il parle, et s'il s'agit ou non des mêmes ouvrages ou d'ouvrages différents. Ainsi, par exemple, il nous cite le quatrième ouvrage de Joël Dauphiné, ne citant que

son titre et sans sa date de publication ni son éditeur (p. 146) et on ne trouve la référence complète que dans la note 138 (p. 209). Pour les étudiants ou tout autre personne qui souhaite trouver là des repères bibliographiques, c'est plutôt décevant. Car cela nécessite une gymnastique incessante de retour en arrière dans l'ouvrage ou de recherche dans les pages non encore lues des informations manquantes ou tronquées. Là encore une bibliographie en fin d'ouvrage aurait permis d'éviter ce genre d'écueil.

À de nombreuses reprises, l'auteur nous présente des phrases du type de : « Après une première vague d'écrits (J. Dauphiné 1996, F. Angleviel 1997, C. Douyère<sup>8</sup> 1998, H. Mokaddem 2002), il est à espérer qu'une recherche plus approfondie nous parvienne grâce à des travaux universitaires. » (p. 211). Sans bibliographie globale, que faire de ces références... L'ouvrage de Jean Guiart, *Autour du rocher Até*, est noté « édité » « en décembre 1998 » p. 105 et en 1999 note 80 p. 106 et p. 212 ! On s'y perd... Enfin, les renvois aux ouvrages sont inconséquents, avec des erreurs dans les titres, comme par exemple *En pays kanak* devenant *Le pays kanak* ou *En pays Kanak*, des oublis dans les auteurs, cet ouvrage étant co-édité par A. Bensa et I. Leblic, et non par le seul A. Bensa (p. 114, p. 218, p. 268...), etc.

Lorsque Frédéric Angleviel parle, à plusieurs reprises au fil des pages (voir notamment p. 143, p. 264), du programme de recherche esk, il en attribue de façon erronée la paternité à Alban Bensa, avec des dates de création variables :

« Alban Bensa a su mettre à profit l'intérêt des ministères pour la Nouvelle-Calédonie pour obtenir la création du programme Études des sociétés kanak dès 1988. » (p. 264)

« Il faudra en fait attendre 1987 pour que Joël Dauphiné, de retour en métropole avec vingt ans de séjour comme professeur de lycée en Nouvelle-Calédonie, entreprenne un véritable travail d'historien sur le long terme en association avec le programme *Études des sociétés kanak* d'Alban Bensa. » (p. 143)

L'initiative de ce programme de recherche revient en fait à Jean-Marie Tjibaou qui en avait confié la responsabilité à son ami Daniel de Coppet, directeur d'études à l'EHES et responsable de l'équipe ERASME du CNRS, gestionnaire du programme jusqu'en 1993.

Certains chapitres ne comportent aucune référence. Ainsi, par exemple, dans celui intitulé « Certaines questions historiques restent controversées » (pp. 219-229), lorsqu'Angleviel évoque le problème qui suscite encore nombre de débats depuis plus de vingt ans, à savoir l'importance de la population kanak pré-européenne, il cite de nombreux auteurs (depuis Cook et d'Entrecasteaux jusqu'à Sand, en passant par K. Howe, D. Shineberg, etc.) et leurs affirmations supposées vraies ou fausses selon les cas, mais quasiment aucune référence bibliographique précise. Seul

5. En note 192 (p. 330), il écrit en effet : « F. Angleviel a réalisé tout son parcours universitaire sur Wallis-et-Futuna et ses publications portent sur l'ensemble du Pacifique francophone ».

6. Bien qu'il mentionne aussi « M. Coulon, 1985 » accolé pour le contrebalancer à « J.M. Clerc, 1999 » (p. 20), sans jamais donner les références complètes.

7. Fait-il référence ici à l'article sur Wallis dont il parle note 122 (p. 181) ?

8. Nommée cavalièrement tantôt Terrier, tantôt Terrier-Douyère, ou même « anciennement Douyère » (p. 189).

un chapitre d'ouvrage de l'auteur est précisément référencé (p. 222), puis les travaux de Christophe Sand *et al.* sont évoqués à partir d'un autre chapitre de livre collectif (p. 224 note 148) et enfin Jean Guiart pour un de ses derniers ouvrages (p. 224 note 149). Pourtant, Sand et Shineberg reviennent à plusieurs reprises au fil des pages, sans qu'on sache où se reporter.

Des choses curieuses, explicables peut-être par des erreurs de mise en page, comme par exemple dans la note 174 p. 266 où, à la suite de la présentation d'un ouvrage sous la responsabilité de Bensa et Rivierre, il conclut :

« Par ailleurs, l'anthropologue Alain Babadzan est aussi en poste à Montpellier III. »

Or, c'est dans la note précédente, 173 p. 265, qu'il parle de tous les enseignants isolés travaillant sur la Nouvelle-Calédonie et en poste à Montpellier. De façon plus générale, tout au long de cet ouvrage, les notes à suivre sur deux pages se terminent en fin de première page par la mention « (suite page précédente) » au lieu de page suivante ! (voir notamment p. 53, p. 91, p. 92, p. 109, p. 277).

À propos de l'inventaire des maîtrises et DEA d'histoire sur la Nouvelle-Calédonie qu'il donne en document 7 pp. 279-280, cette liste ne comporte que quarante et un mémoires pour la période allant de 1956 à 2001, ce qui est étonnant. Des oublis sont manifestes, comme par exemple J.-M. Loré (1995), Mythes, stratégies et pouvoirs aux îles Loyautés, mémoire de DEA de l'UFP de Nouméa ; J.-M. Pidjo (1998), Implantation des clans dans la chefferie Mwalebeng de Pouébo, collège coopératif Nouméa-Paris...

Sur les quelques quatre cent vingt références (certaines étant sans aucun doute comptées plusieurs fois par manque de données précises), cinquante-neuf sont données par la liste totale des publications de la SEHNC (dont douze publications de Brou et six de Pisier), quarante et une sont des mémoires de DEA et maîtrises et quinze des thèses, ce qui représente déjà cent quinze items ! Soit plus d'un quart de la totalité des références citées dans cet ouvrage. Par ailleurs, si l'on regarde les auteurs le plus souvent cités, nous avons vingt-quatre références pour Brou, dix-neuf pour Angleviel ou pour Guiart, et onze pour Maurice Leenhardt !

Lorsqu'il aborde l'éveil de la recherche scientifique sur la Nouvelle Calédonie à partir des années 1950, il parle tout d'abord du « rôle pionnier des ethnologues » (p. 73), avec une vision tout à fait personnelle de l'ethnologie que nous ne partageons pas. Ainsi écrit-il :

« L'historien est donc instruit dès l'origine du fait que les ethnographes, sans pour autant être de mauvaise foi, ne sont pas toujours impartiaux dans leurs écrits afin de protéger leurs "sujets d'étude". Surtout, les anthropologues négligent l'insertion d'un nombre toujours croissant de Mélanésiens dans la modernité occidentale pour n'étudier que les tribus les plus retirées, les mode de vie les plus traditionnels, les croyances religieuses les plus archaïques. [...] cela conduit à privilégier le mythe plutôt que l'histoire et l'organisation sociale traditionnelle plutôt que les

adaptations (chronologiquement durables) intervenues depuis la découverte mutuelle. » (p. 73)

Que de généralisations abusives et quelle méconnaissance de l'ethnologie pratiquée depuis de nombreuses années par les chercheurs de tout horizon. Il revient plus loin sur cette soi-disant opposition entre l'ethnologie et l'histoire avec tout autant de partialité :

« [...] l'historien a appris à étudier les sociétés pour ce qu'elles étaient, et non pas pour ce qu'elles auraient dû être, ce qui n'est pas le cas de la plupart des anthropologues qui, à leur décharge, fonctionnent généralement dans un passé mythique, l'âge d'or étant pour eux (et la société qu'ils étudient) la période précédant l'irruption occidentale. » (p. 94)

Et il faut attendre la page 186 pour enfin voir écrit que la SEHNC regroupe autour de Bernard Brou « l'aile droite de la recherche locale », autre distinction d'importance !

Les propos de l'auteur ne cadrent pas toujours avec ses recommandations, lorsqu'il affirme par exemple, de façon non scientifique mais politique, en commentant une citation de Jean Chesneau à propos du FLNKS que « cette fédération indépendantiste étaient notoirement minoritaire » (p. 138) ! Il reprend en cela les arguments des anti-indépendantistes<sup>9</sup> sans plus d'explication ni de contextualisation ! Sous couvert de scientificité, l'auteur met ainsi en avant ses idées politiques...

On ne peut que regretter la fâcheuse tendance de l'auteur de faire de la seule Nouvelle-Calédonie l'Océanie tout entière, d'où des appréciations sur Jean Guiart, Alban Bensa, etc. excessives par rapport à l'ensemble de la recherche océaniste française. La méconnaissance, par l'auteur, de l'ethnologie en général et de la recherche ethnologique océaniste française en particulier, le conduit ainsi à des assertions des plus fantaisistes. Ainsi en est-il quand il parle de Jean Guiart (p. 100) ou d'Alban Bensa (p. 108, p. 109, p. 110 et p. 212) comme chef de file des Océanistes, « durant 30 ans » pour le premier, actuellement « à la tête des Océanistes parisiens » pour le second, ou encore « l'ethnologue (A. Bensa) qui a remplacé symboliquement J. Guiart à la tête des Océanistes<sup>10</sup> » (p. 109)... La Nouvelle-Calédonie n'est pas l'Océanie à elle seule, ni le principal terrain de recherches des Océanistes français. De même, Alban Bensa n'est pas « le maître à penser actuel de l'ethnologie française en ce qui concerne le domaine calédonien » (note 124, p. 184), même si son rôle a été sans conteste important dans les recherches ethnologiques sur les sociétés kanak.

Parmi les ethnologues cités dans cet ouvrage, on peut regretter que l'auteur ne parle pas vraiment des travaux de ceux travaillant depuis de nombreuses années sur les sociétés kanak (Kohler, Pillon, Leblic, Godin, Monnerie, Illouz, Salomon... pour n'en citer que quelques-uns). Est-ce parce que ceux-ci ne sont pas, selon lui, dans la lignée d'Alban Bensa ? Et je ne m'étendrai pas ici sur sa vision erronée des sociétés kanak qui rejoint bon

9. Il ne faut pas oublier que l'auteur est un élu RPCR au conseil municipal de Nouméa.

10. A-t-il voulu dire qu'Alban Bensa a pris la même place que Jean Guiart dans la gestion de la recherche sur la Nouvelle-Calédonie ?

nombre d'idées reçues couramment répandues à Nouméa !

S'agissant des géographes spécialisés sur l'étude de ce pays, il n'aborde pas non plus le fait de la position souvent contrastée des géographes et des anthropologues sur la Nouvelle-Calédonie (p. 116), les premiers étant souvent les défenseurs de la colonisation alors que les seconds la critiquent. À propos de l'approche anthropologique de Jean-Pierre Doumenge (p. 119), il faut prendre garde de ne pas mélanger la géographie, même quand il s'agit de géographie culturelle, avec l'ethnologie ; ce sont deux disciplines différentes à bien des points de vue, avec des méthodes particulières !

L'auteur ignore aussi totalement tous les écrits sur la tradition orale, même si celle-ci est évoquée dans son rapport à l'histoire en début d'ouvrage. Pourquoi un tel oubli ? Dommage de négliger tout un pan de bibliographie sur la Nouvelle-Calédonie pourtant d'importance. Il est vrai que ces ouvrages sont souvent le fait des linguistes... mais c'est une recherche d'importance qui aurait méritée au moins d'être mentionnée ! D'autant plus quand on se plaint de manquer « de textes d'époques pour retracer [les] espoirs et [les] combats » des Kanaks (p. 202), sans oublier les cahiers écrits par les Kanaks dans lesquels ils consignent de nombreuses données de leur histoire !

Enfin, je ne peux terminer ce compte rendu sans revenir plus longuement ici sur les nombreuses erreurs contenues dans la dernière partie de cet ouvrage « Esquisse d'un bilan historiographique ». Comme il serait beaucoup trop long de les relever toutes, je n'en donnerai que quelques exemples parmi les plus significatifs. La première erreur est sur le rôle attribuée à la Société des Océanistes dans la recherche métropolitaine sur la Nouvelle-Calédonie :

« La recherche métropolitaine, autrefois centrée autour de la Société des Océanistes, s'est scindée en plusieurs groupes secondaires il y a près d'une décennie. » (p. 258)

Une fois de plus, l'auteur fait preuve ici d'une méconnaissance du dossier qu'il prétend traiter. La Société des Océanistes n'a jamais été le centre de la recherche, tout au plus un moyen de la diffuser par ses publications ! Et comme nous l'avons écrit précédemment (présentation du n° 117 sur *La Nouvelle-Calédonie cent cinquante après la prise de possession*), la Société des Océanistes a publié bien plus d'écrits sur la Polynésie française que sur la Nouvelle-Calédonie, pour ce qui concerne l'outre-mer français océanien. Tout l'exposé qu'il fait sur la Société des Océanistes à partir de la page 268 est des plus fantaisistes et dénote une vision erronée de notre société. Notons aussi que José Garanger, contrairement à ce qu'affirme Frédéric Angleviel, a été longtemps membre du bureau de la Société, en tant que président de 1983 à 1987 et en tant que vice-président par la suite, jusqu'au dernier renouvellement du conseil en janvier 2004. De même, quand il dit « que la SO [est] le point focal de ralliement de la recherche scientifique française consacrée à la Nouvelle-Calédonie » (p. 261), rien de plus faux ! Enfin, de mettre en parallèle (p. 263) la Société des Océanistes (association 1901) et des organismes de recherche publics tels que le CREDO (CNRS-EHESS-

université de Marseille) et l'équipe de recherche d'Alban Bensa (CNRS-EHESS) intitulée « Genèse et transformation des mondes sociaux » – qui n'est d'ailleurs spécialisée ni sur la Nouvelle-Calédonie ni même sur l'Océanie – est une aberration. Enfin, quel mélange fait par l'auteur dans le paragraphe de la p. 264 faisant des liens entre le programme de recherche ESK, le PRI « Études océanistes d'aujourd'hui » de l'EHESS, le GDR CNRS « Pacifique Sud contemporain »... Et ces généralisations basées sur des approximations, des rapprochements abusifs continuent sur plusieurs pages pour affirmer des choses qui n'existent pas ! Ainsi en est-il de cette affirmation :

« FRAO, PRI et LACITO se sont regroupés pour créer conjointement une collection, Les cahiers du Pacifique Sud contemporain [...] chez L'Harmattan en 1998. » (p. 266)

alors qu'il ne s'agit que de quelques individus, souvent les mêmes dans ces trois groupes censés s'être regroupés ! Quelle curieuse méthode de traitement de données pour un historien qui, contrairement aux ethnologues, comme il le dit lui-même, traite des faits et non des mythes ! Angleviel nous construit là toute une histoire de la recherche sur la Nouvelle-Calédonie qui ne repose que sur des erreurs et des appréciations tout à fait personnelles. On ne peut que s'élever contre ce genre de procédé, qui peut induire en erreur des personnes non averties.

Venons-en pour finir à son analyse des cent soixante chercheurs « locaux » en sciences humaines et sociales (p. 277 et suivantes) dont seulement cinquante et un sont en Nouvelle-Calédonie comme nous le montre son tableau 7 (p. 288). Mais là encore il faut nuancer, car être présent en Nouvelle-Calédonie ne veut pas dire être de Nouvelle-Calédonie ! Et quand Frédéric Angleviel considère que sont calédoniennes « toutes les personnes [...] implantées depuis plus de quatre années sur le Caillou » (p. 325) car elles « participent réellement du débat identitaire », il ajoute :

« Personnellement, nous retenons une durée de seulement quatre années, considérant que toute personne qui désire durablement vivre ou investir en Nouvelle-Calédonie devient de fait calédonienne, la barre des quatre années ayant pour objet d'écarter les fonctionnaires expatriés de passage. Et de fait, si un chercheur ou un enseignant de passage peut participer à l'écriture de l'histoire de la Calédonie, on voit mal comment il pourrait intégrer les écoles historiques locales ou bien prendre part au débat identitaire, si ce n'est pour l'analyser de l'extérieur. » (p. 325)

Ces modalités de constitution de son « échantillon » est pour le moins critiquable car reposant sur une appréciation toute personnelle de qui est « calédonien ». Et cela fausse l'importance réelle des auteurs proprement locaux ! Ainsi, dans la liste qu'il donne en notes 189 et 190 (p. 326), des noms ne nous paraissent pas calédoniens : De Deckker, Dussy, Galipaud, Kohler, Mokaddem, Pillon, Salomon, Semah, Vienne, etc. Aussi, il nous parle alors de Calédoniens d'origine métropolitaine, de communauté caldoche, etc. on ne sait plus très bien de quoi l'on parle finalement sous ces différents qualificatifs.